

DECLARATION LIMINAIRE AU COMITE TECHNIQUE LOCAL DU 10 juillet 2014

Monsieur le Président,

Aujourd'hui nous sommes convoqués au Comité Technique Local pour examiner le bilan budgétaire 2013 et les artifices de l'Administration : Tableau de veille sociale, baromètre social, etc,... qui ne sont que des « pis aller » face au rouleau compresseur que représente la politique menée par nos gouvernements successifs de casse de la Fonction Publique.

En premier lieu, nous, élus CGT tenons à dénoncer le pacte de responsabilité que nous tenons à rebaptiser « pacte d'irresponsabilité » .

Pour appuyer ce propos, nous citerons un extrait du rapport de la députée Valérie Rabault, rapporteuse du Budget, : le plan d'économies de 50 milliards d'euros proposé par le gouvernement dans le cadre du projet de loi de finances rectificative pourrait entraîner la suppression de 250.000 emplois d'ici à 2017, contre 190 000 créations de postes.

À la DGFIP, la réalité est comme dans les autres fonctions publiques : les conditions de travail ne cessent de se dégrader, les salaires stagnent depuis trop longtemps. La Direction Générale impose aux agents sa logique implacable de démarche stratégique.

Les préconisations décrites dans le rapport récent de la cours des comptes sur la situation et les perspectives des finances publiques ne risquent pas d'améliorer la situation des agents : le maintien du gel du point d'indice, la division par deux des mesures catégorielles, encore moins d'effectifs, mobilité des fonctionnaires...

Pourtant le député rapporteur de la Commission des Finances, de l'économie Générale et du Contrôle Budgétaire sur le projet de loi de finances pour 2014, Camille de Rocca Serra alerte sur les démarches appliquées.

Entre autres, concernant la simplification des procédures et tout particulièrement la réactivité de la DGFIP.

« ...ces mesures de simplifications... peuvent même avoir des effets pervers en accentuant les phénomènes de perte de sens du travail. Simplifier à outrance, pour aller plus vite, ne peut se faire au détriment de la qualité du service rendu... »

Concernant la démarche stratégique de la DGFIP.

« Néanmoins le rapporteur spécial émet de fortes réserves concernant le résultat de cette « démarche stratégique » qui, finalement, n'a de stratégique que le nom. À l'heure où les réductions de postes, qu'il estime indispensables, se poursuivent. Et tandis que le prédécesseur de M. Bézard indiquait avant son départ qu'en terme de baisse des effectifs, la DGFIP en était « arrivée à l'os ». L'actuelle direction générale entend maintenir l'ensemble des missions de la DGFIP en l'état, et affirme même qu'elle souhaite même les conforter, voire en renforcer certaines, notamment celles ayant attiré à la lutte

contre la fraude fiscale. Il semble néanmoins particulièrement difficile, voire illusoire, de vouloir maintenir l'ensemble des missions, et à plus forte raison, d'en renforcer certaines, lorsque l'on est confronté à une baisse des moyens humains et financiers. »

Les services informatiques comme les autres services ne sont pas épargnés. Les directeurs locaux mettent en musique cette gestion dévastatrice avec contrainte budgétaire et contrainte arbitraire.

Quelques exemples concrets :

Lors d'une promotion (concours ou liste d'aptitude), pour cause budgétaire la transformation de C PAU en B PAU n'est plus possible. Pour financer un poste d'une catégorie, les directeurs doivent trouver un poste équivalent dans leur direction.

A la DISI Pays du Centre, les effectifs sont passés de 384 à 371 depuis 2012.

Comment continuer à accomplir correctement les missions avec moins de moyens en personnel sans conséquences sur les conditions de travail.?

Il serait temps que chacun dise stop aux politiques, à ce système qui n'est construit que pour répondre aux exigences du capital financier et non aux besoins du peuple.

Au regard de tout ce que nous venons de développer, nous, élus CGT, demandons qu'un vote soit organisé en séance sur le retrait du pacte de responsabilité, car son application aggravera la situation déjà catastrophique de nos emplois, de nos salaires, de nos conditions de travail, des organismes sociaux,...